

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 12 au 18 mars 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Le graphique de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Fait marquant : un projet de loi prévoit d'imposer aux banques commerciales un préavis de 3 mois assorti de motivations précises avant la clôture d'un compte.....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>3</b>
<b>Actualités macroéconomiques .....</b>	<b>3</b>
CONJONCTURE .....	3
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	4
POLITIQUE MONETAIRE.....	4
<b>Actualités commerce &amp; investissement .....</b>	<b>4</b>
COMMERCE.....	4
<b>Actualités financières.....</b>	<b>5</b>
MARCHES FINANCIERS .....	5
REGULATION FINANCIERE.....	6
BANQUES ET ASSURANCES.....	6

## Le chiffre de la semaine

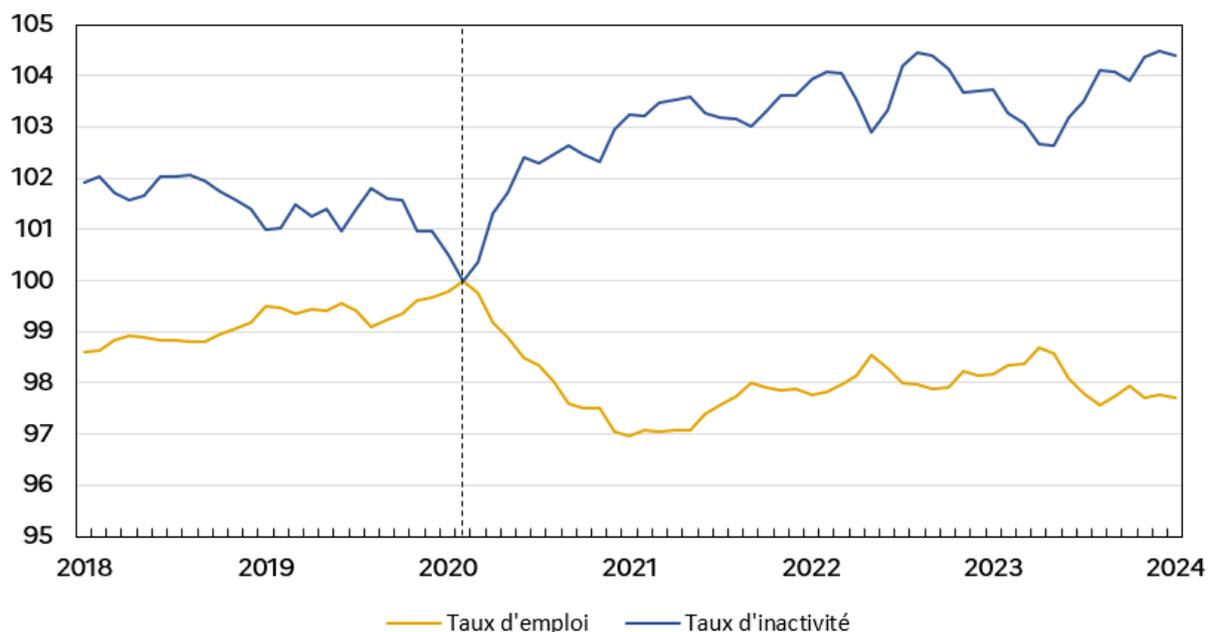
Le déficit commercial (biens et services) s'est creusé de +2,2Md£ sur le dernier trimestre glissant (novembre 2023 – janvier 2024), pour s'établir à 13,8Md£.

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,2Md£

## Le graphique de la semaine

### Taux d'emploi et taux d'inactivité au Royaume-Uni (2018-2024)



Note : ces taux se réfèrent à la population âgée de 16 ans et plus. La valeur 100 correspond au mois de février 2020.

Source : [ONS](#)

L'irruption de la pandémie de COVID-19 a modifié la trajectoire du taux d'emploi et du taux d'inactivité pour les personnes âgées de 16 ans et plus. En atteignant 37,2% en janvier 2024, le taux d'inactivité est, certes, plus élevé qu'à l'aube du COVID-19 (35,6%), mais rejoint surtout un niveau dernièrement atteint en mars 2002. En parallèle, le taux d'emploi s'établit à 60,3% de la population âgée de 16 ans et plus, et poursuit une trajectoire décroissante depuis février 2020.

**Fait marquant : un projet de loi prévoit d'imposer aux banques commerciales un préavis de 3 mois assorti de motivations précises avant la clôture d'un compte.**

Les fermetures de comptes sont devenues un sujet politique à la suite de la clôture par la banque privée *Coutts* (filiale du groupe *Natwest*) du compte de Nigel Farage pour des motifs politiques énoncés dans un document interne, qui avait conduit à la démission de la présidente de *Natwest*. En octobre dernier le Chancelier J. Hunt avait ainsi annoncé vouloir faire évoluer le droit, dans le sens d'un meilleur encadrement des motifs pouvant conduire à la clôture d'un compte bancaire. Le délai actuel de deux mois devrait être allongé d'un mois et le motif de la rupture du contrat devra être détaillé au client. La documentation contractuelle ne pourra par ailleurs pas prévoir de clauses permettant de contourner ces exigences. Celles-ci ne s'appliqueront toutefois pas aux clôtures motivées par des suspicions de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. Le Parlement devrait étudier le projet de loi avant l'été.

## En bref

L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale ([TRA](#)) restreint le champ d'une mesure compensatoire applicable sur les produits en fibre de verre en provenance d'Égypte.

Les négociations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Inde sont [suspendues](#) durant les élections générales indiennes.

Le ministère du Commerce et des Affaires publie ses [lignes directrices](#) relatives aux procédures concernant la mise en œuvre des chapitres

«environnement / droit du travail» dans les accords commerciaux.

Le ministère des Médias et de la Culture a pour [projet](#) d'interdire l'acquisition de titres de presse par des investisseurs étrangers, alors que le *Telegraph* pourrait être racheté par un fonds émirati.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**Le PIB britannique a cru de 0,2% entre décembre 2023 et janvier 2024, après une chute de 0,1% le mois précédent.** La [croissance](#) mensuelle a été portée par le secteur des services (+0,2%), en particulier par le commerce de gros et de détail (+1,8%). Le secteur de la construction a également contribué à la croissance mensuelle (+1,1%), alors

que le secteur de la production s'est légèrement contracté (-0,2%). Toutefois, la croissance reste négative en glissement annuel (-0,3%), ainsi qu'en variation entre ce dernier trimestre (novembre-janvier) et le trimestre précédent (-0,1%).

**Selon l'ONS, les [chiffres](#) du marché du travail pour janvier 2024 révèlent une moindre tension.** Le niveau d'emploi a chuté de 21 000 employés par rapport

au trimestre précédent, pour atteindre un total de 33,2 millions d'employés en janvier. De plus, le taux de croissance (en glissement annuel – g.a. -) des

revenus hebdomadaires moyens est tombé à 6,1%, en ralentissement continu depuis juillet 2023 (7,9%) et au taux le plus bas depuis octobre 2022. Par ailleurs, pour les personnes âgées de 16 à 64 ans, les taux de chômage (4,0%) et d'inactivité (21,8%) sont en très légère hausse en g.a. (respectivement

## Politique budgétaire

**Un gel prolongé de la taxe carburant pourrait réduire la marge budgétaire prévue pour 2028-29 de moitié.** Si le Chancelier J. Hunt vient d'annoncer – à l'occasion du Budget de printemps 2024, le maintien du gel de la taxe carburant pour une année supplémentaire, un [prolongement](#) dudit gel entre 2024 et 2029 coûterait près de 15 Md£ au gouvernement britannique selon

## Politique monétaire

**L'enquête de la Banque d'Angleterre de février 2024 sur les attitudes à l'égard de l'inflation a révélé une baisse des anticipations d'inflation, surtout à court terme.** La médiane des anticipations d'inflation en 2024 s'établit à 3,0% (contre 3,3% en novembre dernier). A moyen et long

**A l'aube de la prochaine réunion du Comité de politique monétaire (MPC) le 21 mars, les récentes données disponibles ne risquent pas de modifier l'orientation de la politique monétaire.** La révision à la baisse des prévisions d'inflation et de la croissance des salaires ne constitue pas encore un

3,9% et 21,7% à la même période). Les principaux facteurs qui contribuent à l'inactivité sont les arrêts maladie de longue durée (30% des inactifs) et les étudiants (28%). Enfin, le nombre estimé de postes vacants a chuté de 43 000 sur le trimestre, en baisse continue depuis septembre 2022.

l'OBR. En 2028-29, la marge budgétaire serait réduite de 4,8 Md£, soit la moitié de la marge prévue par l'OBR à l'issue du Budget de printemps (8,9 Md£). La question des recettes provenant de la taxe carburant se pose d'autant plus que l'assiette fiscale s'amointrit du fait de l'expansion de l'automobile électrique.

terme, les anticipations des Britanniques demeurent relativement inchangées par rapport à novembre. Pour ce qui est de la trajectoire des taux, 36% des répondants s'attendent à une hausse des taux sur les 12 prochains mois, contre 26% qui anticipent à un maintien du niveau actuel (contre 44% et 29% en novembre).

signe suffisant pour suggérer une baisse immédiate du taux, du fait de risques haussiers encore existants (comme la révision à la hausse des projections de croissance). Ainsi, les analystes s'attendent à un vote majoritaire pour que le taux directeur reste inchangé.

# Actualités commerce & investissement

## Commerce

**Le Royaume-Uni [signe](#) un partenariat commercial (MoU) avec le Texas.** Conclu à l'occasion de la visite du gouverneur texan Greg Abbott à Londres, le [partenariat commercial](#) vise à faciliter les échanges et à favoriser les investissements dans des secteurs clés d'intérêt commun, à l'image des énergies propres, des biotechnologies ou encore des services professionnels.

**Le ministère du Commerce et des Affaires [ouvre](#) les discussions en vue de la signature d'un nouvel accord commercial avec la Turquie, et publie ses [objectifs](#) de négociation.** Alors que les deux pays sont déjà liés par un accord de libre-échange, conclu au moment de la sortie du Royaume-Uni du marché unique afin de sécuriser la continuité des échanges, le nouveau texte devrait

**Le bureau britannique des statistiques (ONS) a publié les [chiffres](#) du commerce extérieur pour le mois de janvier 2024.** Du fait d'une hausse, en variation mensuelle, de la valeur des importations de biens (+2%) combinée à une légère baisse de la valeur des exportations (-0,5%), le déficit commercial (biens et services) se creuse à nouveau sur le mois de janvier et

Parmi la feuille de route figurent notamment la reconnaissance mutuelle des qualifications (architectes, ingénieurs, etc) et l'engagement en faveur de la suppression des barrières d'accès au marché. Le Texas est le 8<sup>ème</sup> État américain avec lequel le Royaume-Uni signe un MoU destiné à renforcer les coopérations économiques et commerciales bilatérales.

davantage porter sur les échanges de services. Les Britanniques souhaitent en effet capitaliser sur les atouts de leur économie (technologies durables, services professionnels, etc) pour renforcer leur position commerciale et bénéficier du développement économique de la Turquie. Le premier cycle de négociation devrait se tenir dans l'été.

atteint -16,1Md£. Sur le dernier trimestre glissant (novembre 2023 – janvier 2024), le déficit commercial se creuse légèrement (+2,2Mds£ en variation trimestrielle) en raison d'une baisse des exportations de services (-4,1%) sur la période et atteint 13,8 Md£.

## Actualités financières

### Marchés financiers

**L'autorité britannique des marchés financiers (FCA) [ouvre la voie](#) à l'émission de produits financiers adossés à des cryptoactifs.** Dans un revirement de position, l'autorité a déclaré qu'elle n'objectera pas à l'émission de titres adossés à des cryptoactifs (*exchange traded notes* – ETN) tels que le Bitcoin ou l'Ethereum, à condition que ceux-ci soient distribués aux investisseurs professionnels uniquement. En 2021, la FCA avait

interdit les dérivés (au nombre desquels les ETN), mettant en avant le fort effet de levier auquel ont recours certains d'entre eux, s'attirant les critiques de l'industrie crypto. Ces dernières semaines, l'industrie crypto accusait la FCA de contrevenir aux objectifs affirmés du gouvernement de faire du Royaume-Uni un marché prépondérant pour les actifs digitaux, accusant un retard au regard notamment de l'autorisation récente d'ETF (*exchange*

traded funds) crypto par la SEC américaine.

## Régulation financière

Dans un [discours](#), le président de la FCA, Nikhil Rathi, est revenu sur l'approche de l'autorité, présentée comme pragmatique et axée sur les résultats. Il a ainsi affirmé que dans le cadre de la *Consumer Duty* (principe qui s'assure de la valeur des produits offerts aux particuliers), la FCA n'avait pas l'intention de poursuivre des acteurs pour des manquements techniques à ses exigences, mais de se concentrer sur les plus grands problèmes, concentrés dans les produits d'épargne et d'assurance. A cet égard, M. Rathi a rappelé

**John Armitt, président du conseil de la *National Infrastructure Commission*, qui conseille le gouvernement sur les problématiques de financement des infrastructures, [critique](#) les plans du gouvernement visant à accroître l'investissement des fonds de pension dans l'économie britannique.** Il affirme qu'il n'y a pas de raison particulière pour laquelle le gouvernement devrait pousser les fonds de pensions à investir davantage dans le pays, soulignant que ce ne pourra être le résultat que d'un choix de ces acteurs guidés par la

## Banques et assurances

**La banque NatWest [recrute](#) sa défense dans l'anticipation d'un procès l'opposant à Nigel Farage dans l'affaire dite de « *debanking* ».** La seconde plus importante banque de détail britannique a recruté David Engel, avocat spécialisé dans les affaires tenant à la vie privée et au risque réputationnel, pour mener sa défense dans l'anticipation d'une action en justice de l'ancien leader du parti UKIP, suite à la clôture par la banque privée Coutts, filiale de

que la FCA travaillait sur la mise en place d'un code de conduite qui devrait permettre aux entreprises concernées de dédommager leur situation vis-à-vis de leurs clients plus rapidement et efficacement. Enfin, il est revenu sur le rôle de régulateur prudentiel de la FCA (normalement dévolu à la Banque d'Angleterre) dans le cadre de la consultation en cours sur les exigences de fonds propres auxquelles seront sujettes les entreprises agissant en tant que conseil en investissements, afin de les responsabiliser dans le cas d'un dédommagement éventuel.

certitude que ces investissements sont dans l'intérêt des cotisants. M. Armitt est par ailleurs l'un des plus fervents opposants aux mesures de publicité annoncées par le Chancelier Hunt à l'occasion de son budget de printemps, consistant à exiger de certains fonds de pensions qu'ils communiquent la part de leur portefeuille consacrée aux investissements domestiques. Il estime également que la matérialisation des ambitions du gouvernement en la matière est tributaire de partenariats financiers entre le gouvernement et les pourvoyeurs de capitaux privés.

NatWest, de son compte l'année dernière. Un dossier de 37 pages sur les positions politiques et les liens de M. Farage avait été composé en interne. Le scandale a conduit à la démission de la présidente du groupe Alison Rose et du directeur de sa banque privée, Peter Flavell, remplacés respectivement par Paul Thwaite et Emma Crystal. Ce scandale a coûté à Natwest 1£Mds de capitalisation boursière.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)